

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 06/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IFP ENERGIES NOUVELLES ETS DE LYON**

Rond-point de l'échangeur de Solaize  
BP 3  
69390 SOLAIZE

Références : UD-R-CTESSP-23-74-RP  
Code AIOT : 0006103856

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2023 dans l'établissement IFP ENERGIES NOUVELLES ETS DE LYON implanté Rond-point de l'échangeur de Solaize à Solaize (69360). L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IFP ENERGIES NOUVELLES ETS DE LYON
- Rond-point de l'échangeur de Solaize BP 3 69360 Solaize
- Code AIOT : 0006103856
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'IFPEN est un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial qui mène des activités de recherche et de développement dans le domaine des énergies.

Les installations visitées lors de la présente visite sont les bâtiments Émeraude et Laurite (dont les zones de stockage extérieurs), le parc à fûts, le bâtiment des pompiers.

Les bâtiments Émeraude et Laurite abritent des unités pilotes.

**Cette visite d'inspection est menée dans le cadre d'une action régionale dont le thème est le stockage des produits chimiques.** Il n'est pas ajouté d'autre thème à cette visite.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 14/01/2009, article 2.4.8.2	Lettre de suite préfectorale	À partir du prochain contrôle & 6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 14/01/2009, article 2.4.8.2	Voir observation
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/01/2009, article 2.4.8.2	Sans objet
6	Stockage sous le niveau du sol	Arrêté Préfectoral du 14/01/2009, article 2.4.8.3	Sans objet
7	Surveillance stockage fixes ou mobiles	Arrêté Préfectoral du 14/01/2009, article 2.4.8.3	Sans objet
8	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
9	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'IFPEN dispose d'une organisation, d'outils et de moyens lui permettant globalement de satisfaire aux points de contrôle de la présente visite, même si des actions sont attendues pour certains d'entre eux.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article 17
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, CLP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'inspection constate que certains des contenants portent un étiquetage réglementaire et d'autres non.  L'exploitant indique être un établissement de recherche/développement et mener à ce titre certains travaux avec des produits qui ne sont pas commercialisés d'où l'absence d'étiquetage de certains contenants.  L'inspection a constaté dans la zone de rétention 4STO/5 du bâtiment Laurite la présence d'un bidon de 20 litres identifié comme contenant du dodécane, mais ne portant par d'étiquetage réglementaire.  L'exploitant indique qu'il procède à des reconditionnements de produits après leur utilisation lorsque que leur contenant initial n'est plus adapté à la quantité de produit restante. L'exploitant indique que le bidon contrôlé par l'inspection provient d'un reconditionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant présente la FDS d'un produit choisi par l'inspection figurant dans l'état des stocks (dodécane).

<p>Le fournisseur du produit est SIGMA-ALDRICH, la date de révision de la FDS est le 29/01/2015, version 5.4.</p> <p>L'inspection constate que le fournisseur met à disposition sur son site Internet pour le dodécane une FDS révisée le 03/01/2023, version 7.4.</p> <p>Aussi, la FDS présentée par l'exploitant est obsolète.</p> <p>Au regard de la FDS (versions 5.4 et 7.4) l'inspection constate que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• respecte l'utilisation identifiée ;</li> <li>• dispose des moyens d'extinction appropriés (2 extincteurs poudre ABC de 9 kg à proximité immédiate ; pompiers présents en permanence sur le site avec leur n° affiché sur la zone de stockage).</li> </ul> <p><b>Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de disposer des dernières versions des FDS des produits utilisés sur le site, et de veiller par la suite à disposer de FDS récentes.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2009, article 2.4.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacités de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages fixes ou mobiles à poste fixe (y compris dans les unités) ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres visés au point 2.4.8.1 devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,</li> <li>• 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection constate que les produits dangereux sont associés à une capacité de rétention pour le parc à fûts, les zones de stockage extérieures et les zones d'expérimentation des unités pilotes des bâtiments Laurite et Emeraude.</p> <p>L'inspection constate que les rétentions extérieures sont protégées des intempéries par une couverture.</p>

L'inspection constate pour les zones de stockage extérieurs de produits dangereux des bâtiments Laurite et Emeraude :

- que les rétentions sont situées sous le niveau du sol ;
- la présence d'un affichage qui mentionne notamment le volume de la rétention, le volume maximal autorisé de stockage dans la zone de stockage et le volume maximal autorisé du plus grand contenant. L'inspection n'est pas en capacité de mesurer le volume des rétentions sous le niveau du sol.

L'exploitant indique qu'avant de stocker un nouveau produit dans une zone de stockage, il vérifie la possibilité de le faire au regard de la quantité de produits déjà stockés et de la capacité de la rétention de la zone. La base de données utilisée pour la gestion des produits dangereux des unités pilotes et du parc à fûts (cf. Constat 8) mentionne pour chaque zone de stockage la capacité maximum de produits pouvant être stockés en fonction de la capacité des rétentions.

**Observation : l'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de justifier le volume de la rétention 4STO/5 du bâtiment LAURITE**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Observation

#### N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/01/2009, article 2.4.8.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

**Constats :**

L'exploitant indique que les rétentions des unités pilotes et du parc à fûts sont réalisées en béton, ce qui permet, d'après lui, de résister aux produits stockés qui sont des hydrocarbures.

L'exploitant indique que l'état des rétentions fait l'objet de contrôles visuels réguliers par le personnel de l'IFPEN, mais qu'il n'est pas établi de procédure, ni de compte rendu ou de tableau de suivi à ce sujet.

**Demande : l'inspection demande à l'exploitant, à partir du prochain contrôle des rétentions de de consigner les résultats.**

**Aire de chargement / déchargement**

L'exploitant indique que le site ne comprend pas de zone de dépotage pour camion-citerne, mais une aire de déchargement de fûts au niveau du parc à fûts. Cette aire est associée à une capacité de rétention commune au parc à fûts. Le regard présent sur cette aire permet l'écoulement d'un liquide vers cette rétention commune.

<p>L'exploitant indique qu'il peut arriver, lors d'une opération de déchargement, que le camion en stationnement sur l'aire dédiée empiète sur la voirie du site. Dans ce cas un déversement accidentel de produits dangereux pourrait se produire sur la voirie et s'écouler dans le réseau d'eaux pluviales par le premier regard situé au Sud de l'aire. Si ce cas venait à se produire, l'exploitant indique que la procédure est d'abord que le personnel appelle les pompiers présents sur le site et après, éventuellement tente d'empêcher l'écoulement de produits dangereux dans le réseau d'eaux pluviales en mettant en place sur le regard concerné un équipement dédié.</p> <p>L'inspection constate la présence de cet équipement dédié.</p> <p><b>Demande : l'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de mettre en place une procédure pour garantir l'absence d'écoulement de produits dangereux dans le réseau d'eaux pluviales du site, <u>avant</u> toute opération de chargement / déchargement de produits dangereux au niveau de l'aire dédiée du parc à fûts, dans le cas où un risque de déversement accidentel sur la voirie est identifiée, et ce durant toute la durée de ces opérations.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2009, article 2.4.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique utiliser le tableau d'incompatibilité des produits chimiques pour l'organisation des stockages des produits dangereux et indique que son logiciel de gestion des produits chimiques (cf.constat 8) disposera prochainement de cette fonction.</p> <p>Lors de la présente visite, l'inspection ne relève pas d'incompatibilité pour les produits dangereux associés à la rétention 4STO/5 du bâtiment LAURITE au regard des pictogrammes de dangers affichés pour cette zone de stockage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Stockage sous le niveau du sol

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2009, article 2.4.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation des stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou</p>

dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées au point 2.4.8.2.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le site comprend 11 cuves avec double enveloppe sous le niveau du sol, dont 4 actuellement en service. Toutes ces cuves sont équipées d'une détection de fuite assurée par une sonde de détection de liquide placée dans la double enveloppe.  L'exploitant indique contrôler annuellement le fonctionnement de ces sondes de détection. A cet effet, l'exploitant a transmis après la visite les fiches de contrôle de ces sondes, réalisées par Actemium, datées du 09/04/2022. Il n'est pas mentionné de dysfonctionnement de ces sondes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Surveillance stockage fixes ou mobiles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2009, article 2.4.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etat des stockages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bon état de conservation des stockages fixes ou mobiles, situés dans l'établissement ou introduits de façon temporaire dans son enceinte, doit faire l'objet d'une surveillance particulière de la part de l'exploitant. L'étanchéité des stockages doit pouvoir être contrôlée à tout moment.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le personnel de l'IFPEN est sensibilisé à la surveillance de l'état des contenants de produits dangereux. A ce titre, l'agent qui constate la détérioration d'un contenant doit saisir par mail son utilisateur afin de statuer sur l'action à mener, à savoir la destruction du contenant ou le ré-enfutage de la charge.  L'exploitant a transmis après la visite, pour illustration, un mail concernant une remontée d'anomalie sur fût endommagé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il utilise deux outils pour la gestion des stocks des produits dangereux, hors



gaz :

- une base de données (Oléum), pour les produits dangereux présents dans le parc à fûts et les unités pilotes ;
- le logiciel Quarks Safety pour les produits chimiques utilisés dans les laboratoires.

L'exploitant présente ces deux outils :

- la base de données Oléum mentionne notamment la nature des produits (huiles végétales, gazole, toluène, etc), le type de contenant, le poids, l'emplacement.
- le logiciel Quarks Safety mentionne notamment pour chaque produits le fabriquant, les pictogrammes de dangers, la rubrique ICPE la quantité en stock avec la date de mise à jour, un lien vers la FDS, l'emplacement.

Par ailleurs, le logiciel Quarks Safety permet identifier les substances soumises à autorisation (annexe XIV du règlement REACH).

L'exploitant précise que d'ici 2023/2024, la base de données Oléum sera intégrée dans le logiciel Quarks Safety, qui sera alors utilisée pour la gestion des produits dangereux du site, hors gaz.

L'exploitant indique que le stock de gaz est suivi par Air Liquide qui dispose de personnel présent sur le site et qui produit à la demande un état des stocks actualisé. Par ailleurs, Air Liquide transmet à l'exploitant un état des stocks mensuel.

L'exploitant présente l'état des stocks des produits dangereux d'une zone de stockage choisie par l'inspection, à savoir la zone de stockage 4STO/5 du bâtiment Laurite.

L'inspection réalise un contrôle de cohérence en recherchant dans cette zone de stockage un tonnelet de 60 litres contenant 45kg de dodécane. Ce tonnelet n'est pas présent.

Le code devant normalement figurer sur ce tonnelet figure sur un bidon de 20 litres sans étiquetage réglementaire (cf.constat 1).

L'exploitant indique :

- que si l'état des stocks n'est pas à jour, c'est que le produit a très récemment été utilisé, d'où la moindre quantité de ce dernier dans la zone de stockage ;
- qu'afin d'assurer un meilleur stockage de ce produit, il a été reconditionné dans un contenant de moindre capacité plus adapté au volume restant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 9 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit (...) des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;

- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

**Constats :**

L'exploitant indique que les nouveaux arrivants à l'IFPEN sont formés à l'utilisation des produits chimiques, notamment aux situations accidentelles comme une perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses.

L'exploitant a transmis après la visite le compte rendu d'un exercice réalisé le 31/03/2016 qui a nécessité la fermeture des vannes d'isolement du réseau d'eau pluviale.

L'exploitant indique qu'en cas de déversement accidentel de produits dangereux (par exemple lors d'une opération de déchargement de fûts, où de transfert du parc à fût vers une unité pilote), la consigne donnée au personnel est d'appeler immédiatement les pompiers présents en permanence sur site qui isoleront le réseau d'eau pluvial du site et interviendront sur le lieu du déversement.

En cas d'incendie, l'exploitant indique que la consigne est également en priorité d'appeler des pompiers présents en permanence sur site.

L'inspection constate que le numéro d'appel des pompiers du site est affiché à divers endroits sur le site, notamment à proximité des stockages de produits dangereux.

L'inspection constate dans un des camions de pompier des équipements destinés à l'intervention en cas de déversement accidentel, dont des matériaux absorbants.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet